

**Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et
Régional
de la Région Wallonne (S-CP 328.02)**

***Convention collective de travail du 02 octobre 2019 relative
à l'octroi d'une indemnité en cas d'écartement de la
travailleuse enceinte ou en pause d'allaitement***

CHAPITRE I – Champ d'application

Article 1 ***Champ d'application***

La présente convention s'applique aux travailleurs et aux employeurs ressortissants à la Sous-commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région Wallonne

Pour l'application des dispositions de la présente Convention Collective de Travail, on entend par travailleurs, les travailleuses qui, à la date de prise de cours de la mesure d'écartement, n'ont pas 10 ans d'ancienneté ou ont 10 ans d'ancienneté sans avoir épuisé la durée d'octroi de l'indemnité complémentaire visée à l'annexe 1, point 5.4, de la convention collective de travail du 21 janvier 1998 relative aux indemnités complémentaires d'incapacité de travail, ratifiée par la Convention Collective de Travail du 20 avril 2001.

En ce qui concerne l'écartement prophylactique de la travailleuse enceinte, les dispositions de la présente Convention Collective de Travail sont applicables aux travailleuses des services du mouvement et des services techniques ainsi que les techniciennes de surface.

En ce qui concerne l'écartement prophylactique pour pause d'allaitement, les dispositions de la présente Convention Collective de Travail ne sont applicables que pour les travailleuses du mouvement.

**CHAPITRE II – Modalités d'application de l'écartement prophylactique de
la travailleuse enceinte**

Article 2

Conformément aux dispositions du chapitre IV de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, relatives aux mesures de protection de la santé de la travailleuse et de son enfant, le contrat de travail est suspendu lorsque la travailleuse enceinte est écartée du travail en cas d'impossibilité d'aménagement des conditions de travail ou de changement de poste de travail. En cas de

suspension du contrat de travail, la travailleuse bénéficie d'une indemnité dont le montant et les modalités sont fixés par la présente Convention Collective de Travail.

Article 3

L'indemnité est octroyée du premier jour de suspension du contrat de travail jusqu'au jour qui précède la prise de cours du congé de maternité.

Article 4

L'indemnité complémentaire journalière octroyée est égale à 7,5 % de la rémunération brute de référence dans un régime de 6 jours/semaine avec un forfait de 26 jours pour les mois complets, les mois incomplets étant calculés sur base du nombre de jours ouvrables couverts. La rémunération brute de référence est celle communiquée à la mutuelle et dénommée « Jour Férié Mutuel » conformément à la législation en vigueur.

Selon cette législation, ce « Jour Férié Mutuelle » tient compte :

- de toutes les primes de prestation acquises au 2^{ème} trimestre précédent l'écartement lorsque l'occupation est restée stable (pas de changement de fonction),
- de toutes les primes de prestation acquises le mois précédent l'écartement lorsque l'occupation n'est pas restée stable (changement de fonction).

CHAPITRE III – Modalités d'application de l'écartement de la travailleuse pour pause d'allaitement

Article 5

Considérant que la Convention Collective de Travail n°80 accorde à la travailleuse le droit de suspendre ses prestations de travail afin d'allaiter son enfant au lait maternel ou de tirer son lait.

Considérant que pendant la période de grossesse ou d'allaitement, les travailleuses ne peuvent pas effectuer des travaux qui les mettent en contact avec certains produits dangereux ou qui créent des conditions malsaines considérées comme dangereuses pour la mère ou l'enfant.

Considérant que pour des raisons organisationnelles évidentes liées au métier de conducteur la travailleuse ne peut tirer son lait dans de telles conditions.

Pour autant qu'il ne puisse être proposé un service « réserve » ou un service « coupé » à la travailleuse et pour autant qu'il y ait un accord de la part de la mutualité de celle-ci, il pourra être fait usage d'un congé d'incapacité de travail après le congé de maternité et permettant l'allaitement. Dans ce cas, la travailleuse bénéficie d'une indemnité dont le montant et les modalités sont fixés par la présente Convention Collective de Travail, après paiement du salaire garanti s'il échet.

Article 6

L'octroi de l'indemnité visée par cette convention collective de travail prendra fin à l'issue de l'incapacité de travail et au plus tard à la fin du 9^e mois à dater de la naissance de l'enfant.

Article 7

L'indemnité complémentaire journalière octroyée est égale à 10 % de la rémunération brute de référence dans un régime de 6 jours/semaine avec un forfait de 26 jours pour les mois complets, les mois incomplets étant calculés sur base du nombre de jours ouvrables couverts. La rémunération brute de référence est celle communiquée à la mutuelle et dénommée « Jour Férié Mutuel » conformément à la législation en vigueur.

CHAPITRE IV – Dispositions communes

Article 8

Les jours indemnisés dans le cadre de la présente convention collective de travail ne sont pas comptabilisés dans le compte courant de chaque travailleur tel que défini à l'annexe 1, point 5.4. de la Convention Collective de Travail du 21 janvier 1998 relative aux indemnités complémentaires d'incapacité de travail.

La travailleuse qui bénéficie de l'indemnité prévue par la présente convention collective de travail ne peut être pénalisée par le fait de son incapacité de travailler, notamment en ce qui concerne les politiques de gestion de l'absentéisme.

Ces incapacités de travail et écartements prophylactiques ne peuvent en aucun cas préjudicier la travailleuse. Elles sont assimilées à de la prestation pour les évolutions de carrière et droits aux pensions complémentaires.

Article 9

L'indemnité est versée par l'A.S.B.L., Fonds Mutuel du Transport Urbain et régional Wallon. L'indemnité est assimilée aux indemnités visées à l'article 3 des statuts de l'A.S.B.L., précitée.

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

CHAPITRE V – Durée de validité

Article 10

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle produit ses effets à la date de sa signature.

Article 11

cn 930175 / CO / 328.02)

La Convention collective de travail du 30 juin 2008 relative à l'octroi d'une indemnité en cas d'écartement de la travailleuse enceinte cesse de produire ses effets à la date de la signature de la présente sauf pour les travailleuses qui, au moment de ladite signature bénéficient déjà d'une indemnité d'écartement de la travailleuse enceinte et pour lesquelles l'application de la convention du 30 juin 2008 est plus favorable.

Article 12

Chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-Commission paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région wallonne et prenant cours le troisième jour ouvrable suivant la date de l'expédition de la lettre recommandée. Dans ce cas, la partie qui dénonce la convention est tenue de proposer un nouveau projet de texte.

Handwritten signature or initials in the bottom right corner.

Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest (PSC 328.02)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 2 oktober 2019 betreffende de toekenning van een uitkering in geval van de werkverwijdering van de werkneemster die zwanger is of in borstvoedingspauze

HOOFDSTUK I - Toepassingsgebied

Artikel 1 – Toepassingsgebied

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers die vallen onder het Paritair Comité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder werknemers verstaan, de werkneemsters die, op de datum van inwerkingtreding van de werkverwijderingsmaatregel, geen 10 jaar anciënniteit hebben of 10 jaar anciënniteit hebben zonder de toekenningsduur te hebben opgebruikt van de aanvullende uitkering bedoeld in bijlage 1, punt 5.4, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1998 betreffende de aanvullende uitkeringen voor arbeidsongeschiktheid, bekrachtigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 2001.

Wat de profylactische verwijdering van de zwangere werkneemster betreft, zijn de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing op de werkneemsters van de diensten van de beweging en van de technische diensten alsook op de schoonmaaksters.

Wat de profylactische verwijdering voor borstvoedingspauze betreft, zijn de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst enkel van toepassing op de werkneemsters van de beweging.

HOOFDSTUK II - Toepassingsmodaliteiten van de profylactische verwijdering van de zwangere werkneemster

Artikel 2

Overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van de arbeidswet van 16 maart 1971, betreffende de maatregelen ter bescherming van de werkneemster en van haar kind, wordt de arbeidsovereenkomst geschorst wanneer de zwangere werkneemster van het werk wordt

verwijderd ingeval het onmogelijk is om de arbeidsomstandigheden aan te passen of om van werkpost te veranderen. In geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst, geniet de werkneemster een uitkering waarvan het bedrag en de modaliteiten worden vastgesteld door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 3.

De uitkering wordt toegekend vanaf de eerste dag van schorsing van de arbeidsovereenkomst tot de dag die voorafgaat aan het begin van het moederschapsverlof.

Artikel 4

De dagelijkse aanvullende uitkering die wordt toegekend is gelijk aan 7,5% van het bruto referentieloon in een stelsel van 6 dagen/week met een forfait van 26 dagen voor de volledige maanden, waarbij de onvolledige maanden worden berekend op basis van het aantal gedekte werkdagen. Het bruto referentieloon is het loon dat is medegedeeld aan de mutualiteit en "Feestdag Mutualiteit" wordt genoemd overeenkomstig de wetgeving die van kracht is.

Volgens deze wetgeving houdt deze "Feestdag Mutualiteit" rekening met:

- alle prestatiepremies verworven in het 2de trimester dat voorafgaat aan de werkverwijdering wanneer de tewerkstelling stabiel is gebleven (geen verandering van functie),
- alle prestatiepremies die werden verworven tijdens de maand die voorafgaat aan de werkverwijdering wanneer de tewerkstelling niet stabiel is gebleven (verandering van functie).

HOOFDSTUK III - Toepassingsmodaliteiten van de werkverwijdering van de werkneemster voor borstvoedingspauze

Artikel 5

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 80 aan de werkneemster het recht toekent om haar arbeidsprestaties te schorsen om haar kind borstvoeding te geven of om haar melk af te kolven.

Overwegende dat de werkneemsters tijdens de zwangerschap of borstvoedingsperiode geen werkzaamheden mogen uitvoeren die hen in contact brengen met bepaalde gevaarlijke producten of producten die ongezonde omstandigheden creëren die als gevaarlijk worden beschouwd voor de moeder of het kind.

Overwegende dat om evidente organisatorische redenen in verband met het beroep van bestuurder de werkneemster haar melk niet kan afkolven in dergelijke omstandigheden.

Voor zover geen "reserve"dienst of een "onderbroken"dienst kan worden voorgesteld aan de werkneemster en voor zover er een akkoord is van haar mutualiteit, zou kunnen worden gebruik gemaakt van arbeidsongeschiktheidsverlof na het moederschapsverlof om borstvoeding mogelijk te maken. In dit geval geniet de werkneemster een uitkering waarvan het bedrag en de modaliteiten worden vastgesteld door deze collectieve arbeidsovereenkomst,

desgevallend na betaling van het gewaarborgd loon

Artikel 6

De toekenning van de uitkering bedoeld in deze collectieve arbeidsovereenkomst zal ten einde lopen na de arbeidsongeschiktheid en uiterlijk op het einde van de 9 de maand na de geboorte van het kind.

Artikel 7

De dagelijkse aanvullende uitkering die wordt toegekend is gelijk aan 10 % van het bruto referentieloon in een stelsel van 6 dagen/week met een forfait van 26 dagen voor de volledige dagen, waarbij de onvolledige dagen worden berekend op basis van het aantal gedekte werkdagen. Het bruto referentieloon is het loon dat is medegedeeld aan de mutualiteit en dat "Feestdag Mutualiteit" wordt genoemd overeenkomstig de wetgeving die van kracht is.

HOOFDSTUK IV– GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

Artikel 8

De dagen die worden vergoed in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden niet meegerekend in de lopende rekening van elke werknemer zoals bepaald in bijlage 1, punt 5.4. van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1998 betreffende de aanvullende uitkeringen voor arbeidsongeschiktheid.

De werkneemster die de uitkering geniet waarin voorzien is door deze collectieve arbeidsovereenkomst mag niet worden gestraft doordat zij arbeidsongeschikt is, in het bijzonder wat het beleid betreft inzake het beheer van absentisme.

Deze periodes van arbeidsongeschiktheid en profylactische verwijdering mogen de werkneemster in geen geval benadelen. Zij worden gelijkgesteld met prestaties voor de loopbaanevolutes en de aanvullende pensioenrechten.

Artikel 9

De uitkering wordt gestort door de V.Z.W. "Fonds Mutuel du Transport Urbain et régional Wallon". De uitkering wordt gelijkgesteld met de uitkeringen bedoeld in artikel 3 van de statuten van de voornoemde V.Z.W.

Hoofdstuk V - Geldigheidsduur

Artikel 10

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij treedt in werking op de datum van ondertekening.

Artikel 11

ch 90175/CO/328-02)

De collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2008^V betreffende de toekenning van een uitkering in geval van verwijdering van de zwangere werkneemster houdt op van kracht te zijn op de datum van de ondertekening van deze overeenkomst behalve voor de werkneemsters die, op het ogenblik van deze ondertekening reeds een uitkering voor werkverwijdering van de zwangere werkneemster genieten en voor wie de toepassing van de overeenkomst van 30 juni 2008 gunstiger is.

Artikel 12

Elke ondertekenende partij kan deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen met een opzeggingstermijn van drie maanden die per aangetekend schrijven wordt betekend aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest die ingaat op de derde werkdag die volgt op de verzending van het aangetekend schrijven. In dat geval zal de partij die de overeenkomst opzegt, verplicht zijn een nieuwe ontwerptekst voor te stellen.